



Surface approx. (cm²) : 1006
N° de page : 2-3

«L'ENJEU, C'EST LA SURVIE DE L'HUMANITÉ»

Par **CORALIE SCHAUB**

Non, la sacro-sainte croissance, celle supposée infinie de la production et de la consommation de biens matériels souvent superflus, n'est pas l'alpha et l'oméga du bien-être et de la prospérité. Non, la hausse du PIB ne nous rendra pas plus heureux. Ce PIB qui, disait déjà Bob Kennedy en 1968, «*mesure tout [y compris la pollution de l'air, la publicité pour le tabac ou la production du napalm, déplorait le sénateur démocrate, ndlr], sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue*».

URGENCE. Le sentiment de satisfaction stagne depuis les années 60 dans les pays où cet indicateur dépasse 15 000 dollars (11 900 euros) par habitant. Sa progression provoque celle des émissions de CO₂ mais n'empêche pas les inégalités de se creuser ni le chômage de galoper. Oui, un autre modèle est nécessaire. D'urgence. Car la planète a atteint ses limites. Quelques décennies de croissance effrénée ont quasiment épuisé les ressources qu'elle peut nous offrir, tandis que nous ne savons plus que faire de nos déchets et que le changement climatique menace l'avenir de l'humanité.

La bonne nouvelle, c'est qu'il est possible de tourner la page. De passer à une société «post-croissance» qui sera tout sauf sacrificielle, archaïque et malthusienne. C'est ce

que démontre Marie-Monique Robin dans *Sacrée croissance!* (1), enquête fouillée et réjouissante sur les alternatives à un logiciel devenu mortifère.

TRANSITION. Au Nord comme au Sud, la journaliste et réalisatrice a rencontré des «*héros locaux*» de la société civile. Qui préfèrent le «mieux» au «plus». Concrétisent la pensée d'économistes écologiques et d'experts également interrogés ici, tels l'Américain Herman Daly, le Britannique Tim Jackson ou la Française Dominique Méda. Pratiquent l'agriculture urbaine à Toronto ou en Argentine, comme 800 millions de personnes dans le monde. Participent à la transition énergétique de leur territoire (éoliennes, chaudières collectives à la paille et maisons à basse consommation sur l'île danoise de Samsø, microhydroélectricité au Népal). Ou créent des monnaies locales en Bavière ou au Brésil, à l'opposé des dérives spéculatives du système bancaire actuel.

Le but étant, à chaque fois, de réduire la dépendance au pétrole et les émissions de gaz. Pour, in fine, mieux résister au changement climatique. Avec l'objectif, aussi, de lutter contre l'exclusion sociale – beau témoignage de cette famille argentine tombée dans la violence à cause de la crise et qui s'en est sortie grâce au maraîchage bio (*photo ci-contre*). Les «*lanceurs d'avenir*» sont là, toujours plus nombreux. Aux politiques de se réveiller et de saisir la balle au bond. ◆

(1) Documentaire, le 4 novembre sur Arte à 20 h 50, livre (Arte Editions/La Découverte) et exposition itinérante.



A Rosario, en Argentine.

PHOTO MARC DUPLOYER.

«SACRÉE CROISSANCE»

INTERVIEW

DANS «SACRÉE CROISSANCE!», DIFFUSÉ DEMAIN SUR ARTE, MARIE-MONIQUE ROBIN FAIT LE TOUR DU MONDE DES SOLUTIONS POUR CHANGER DE MODÈLE, ET ELLES NE MANQUENT PAS.

Après le *Monde selon Monsanto* (sur les OGM) ou *les Moissons du futur* (sur l'agroécologie), la nouvelle enquête de la journaliste Marie-Monique Robin porte sur la croissance économique. Si le documentaire *Sacrée croissance!* explore surtout les alternatives, le livre du même nom creuse les origines troublantes de ce dogme devenu tout-puissant.

Votre film s'ouvre avec l'incantation pro-croissance de dizaines de chefs d'Etat de tous bords politiques. Pourquoi la croissance est-elle devenue à ce point la religion de notre temps? La naissance de l'idole date de l'ère industrielle, quand, pour développer l'Europe, il fallait augmenter la production. Mais les économistes classiques, tels Adam Smith ou John Stuart Mill, disaient aussi qu'une fois atteint un certain niveau de développement humain, on

arriverait à un état stationnaire. Eux-mêmes, déjà, avaient compris qu'on ne pourrait pas faire croître l'économie à l'infini sur une planète aux ressources limitées. Si on réfléchit un peu, c'est évident. C'est fou de l'avoir oublié.

Que s'est-il passé, alors?

Du temps des classiques, il était très clair qu'il y avait trois facteurs de production : le capital, le travail, et ce qu'ils appelaient la terre, qui était aussi bien le sol que les ressources. Mais les néoclassiques, dont la pensée constitue la bible de nos dirigeants actuels, ont rayé de la carte ce dernier facteur. L'histoire est incroyable. L'économiste Mason Gaffney l'a racontée dans un ouvrage de 1994, *The Corruption of Economics*. A la fin du XIX^e siècle, aux Etats-Unis, les «barons voleurs», de grands propriétaires terriens qui profitaient du chemin de fer et du pétrole avec des méthodes de voyous, ont voulu faire barrage à un mouvement très puis-

sant visant à instaurer un impôt sur la terre pour permettre aux plus pauvres d'y accéder. Des grands patrons comme Rockefeller ont alors créé le département d'économie de l'université de Chicago, la fameuse Ecole de Chicago dont sortira notamment Milton Friedman. Ou arrosé d'argent l'université de Cornell, qui passe de 2 à 40 «économistes» – le mot apparaîtrait à ce moment-là. Désormais, alors que les classiques étaient philosophes avant tout, l'économie ne fait plus partie des sciences humaines. La terre n'est plus considérée comme un outil fondamental qui a une valeur, qu'on entretient. Elle n'existe plus!

La terre a donc été «oubliée» pour satisfaire des intérêts privés ?

Oui. C'est une vraie conspiration. Depuis, tous les économistes ignorent la terre. Elle n'est là que pour être exploitée comme une mine qu'on épuise avant d'aller ailleurs. Cela pouvait marcher quand le monde était «vide». Mais on l'a tellement «rempli» que les ressources s'épuisent et qu'on croûle sous les déchets, en premier lieu les gaz à effet de serre. Pourtant, on garde cette vision d'un monde qu'il faut remplir. Seuls les économistes écologiques comme Nicholas Georgescu-Roegen, Herman Daly ou Dennis Meadows essaient d'inventer une nouvelle pensée en s'inspirant des classiques. Voilà pourquoi on est dans une impasse.

La croissance nous a apporté la prospérité...

Après la crise de 1929 et après guerre, il fallait reconstruire. Le PIB était un outil comptable qui avait un sens. Simon Kuznets, qui l'a inventé, avait averti qu'il ne s'agissait pas d'un indicateur de développement, ni de bien-être. Mais à l'époque, avec une croissance à 6% ou

7% dans les pays occidentaux, une partie de la richesse était redistribuée. Sauf que, depuis le premier choc pétrolier, en 1972, la croissance stagne. Elle ne reviendra pas, les Trente Glorieuses étaient une parenthèse dans l'histoire. Mais les politiques n'arrivent quand même pas à changer de logiciel. Ils ne voient pas qu'on a dépassé le pic pétrolier et que son prix va augmenter, idem pour les métaux. Même la CIA ou l'armée allemande disent qu'il faut se préparer à ce choc. Sans parler du changement climatique. Nos dirigeants sont aveugles car ils ont été biberonnés à la croissance. Et qu'il y a trop de collusion avec ceux qui ont intérêt à la maintenir. La redistribution, c'est fini. L'écart des salaires explose, les dividendes aussi. Et puis les politiques souffrent d'une courte vue affligeante.

Les pays en voie de développement ont besoin de croissance...

Si on voulait que chaque humain ait notre niveau de vie, il faudrait cinq planètes. Il faut donc affronter la question de la justice et du partage. Les politiques ne le font pas car c'est très délicat. Résultat : on nie les limites. Bien sûr que ces pays ont droit à la croissance. Mais si on veut s'en sortir, il faut que nous, les Occidentaux, responsables de l'immense majorité des émissions de gaz à effet de serre jusqu'ici, les réduisions de manière drastique. Il faut libérer de l'espace pour les autres, pour qu'ils arrivent à un certain niveau de développement. Et montrer l'exemple. Rien qu'en réduisant le gaspillage et les aberrations comme les crevettes décortiquées à l'autre bout du monde, on irait loin. Il faut arrêter de dire à nos enfants «changez de portable tous



JOSUE BERTOLINO

les ans, c'est bon pour le PIB». Si on ne le fait pas, tout le monde perdra. Nous aussi, et très sérieusement. L'enjeu, c'est la survie de l'humanité. Des sociétés se sont effondrées, les Mayas, l'île de Pâques, mais elles n'avaient pas la capacité de bouleverser la chimie du climat, ni de rendre les océans acides et faire disparaître les poissons. Vu l'urgence, mon film parle surtout des solutions. Il faut absolument montrer ce que pourrait être la société post croissance. Arriver à mobiliser les gens pour pousser les politiques à faire cette mutation.

Pourquoi préférez-vous l'expression «post-croissance» à celle de décroissance ?

«Depuis le premier choc pétrolier, la croissance stagne. Elle ne reviendra pas, mais les politiques souffrent d'une courte vue affligeante.»

Ce mot fait peur. C'est très bien qu'il existe, c'est un «mot-obus» destiné à réveiller les consciences. Ceux qui l'ont inventé étaient très courageux de s'attaquer à l'énorme tabou de la croissance. Ils s'en sont pris plein la figure, sont présentés comme des farfelus. Le préfixe «dé-», dans l'inconscient collectif, est synonyme de récession, de sacrifice. Perçu comme ça, ce n'est pas très motivant. L'idée est plutôt de se dire : la croissance n'est plus possible, donc il faut passer à une autre ère. Sortir du «toujours plus», dont on est tous imprégnés. Mais il faut la perspective d'un mieux.

Pourquoi pas une «croissance verte» ?

On reste dans le «toujours plus», même si c'est en utilisant moins. Cela ne suffira pas du tout, notamment à cause de l'effet rebond. L'effica-

cité énergétique a augmenté de 40% par unité de PIB depuis les années 70, ça n'a pas empêché la consommation de pétrole d'exploser. **Les initiatives que vous montrez reposent toutes sur la relocalisation...**

Oui, il faut relocaliser l'alimentation, l'énergie et l'argent. Car c'est ce dont on a besoin pour vivre. Ceux qui pratiquent l'agriculture urbaine à Rosario, en Argentine ou à Toronto, au Canada, disent tous que la reprise en main de la production alimentaire permettra de changer la société, d'être plus autonomes, de mieux résister au changement climatique, de recréer du lien. Ils sont soutenus par ces deux municipa-

lités, l'une à gauche et l'autre à droite, car elles ont compris l'enjeu. Les politiques les plus à même de mener la transition, ce sont les locaux. La clé se situe dans les territoires. Idem pour l'énergie. Au Danemark ou au Népal, des structures de

production collectives, à but non lucratif, créent de l'emploi, permettent de réduire sa facture. Quant au développement des monnaies locales, il est au cœur de tout. Cela permet de redonner à l'argent sa valeur d'échange et de s'affranchir de la spirale de l'endettement et de la spéculation. Le but n'est pas de faire de l'argent mais de répondre à des besoins.

Faire de l'argent reste un but pour beaucoup...

Il y en a de plus en plus qui sortent de cette logique. La coopérative Fresh City Farms, à Toronto, a été créée par un ancien trader de la Bourse de New York, qui s'est réveillé après la crise de 2008. Il gagne beaucoup moins mais se dit bien plus heureux. Il y a partout des «héros locaux» qui avalent leur ego pour faire aboutir des projets collectifs. C'est très émou-

vant. Ce sont les vrais leaders. Au Nord comme au Sud, ils disent la même chose. Et sont interconnectés, Internet est passé par là. L'idée est que chacun à son échelle, près de chez soi, entretienne les ressources pour que les générations futures puissent satisfaire leurs besoins. De faire en macroéconomie ce que fait n'im porte quelle entreprise : tenir compte de l'état de son capital. Le moteur du développement n'est plus la croissance mais la résilience.

Peut-on se passer de gouvernements nationaux ?

Non. On a besoin de leaders politiques éclairés et courageux, et ça, c'est difficile à trouver. Il faut avoir le courage de dire que les vieilles recettes ne marchent plus. Qu'il y aura une phase transitoire un peu difficile. Oui, des secteurs entiers vont s'effondrer, comme l'automobile ou l'agroalimentaire, mais ce sera le cas de toute façon ! Les syndicats doivent eux aussi trouver une forme de combat qui tient compte de la nouvelle donne. On pourrait créer entre 600 000 et 1 million d'emplois dans l'agroécologie, bien plus intensive en main-d'œuvre que l'agriculture industrielle. Les ouvrières qui peinent dans les usines de poulets seraient ravies si on leur proposait de se former au maraîchage bio. J'ai vu des gens transformés par ça. Ce ne sera pas bon pour les hypermarchés mais tant mieux, car on ne peut pas continuer à vendre des aliments qui voyagent 4000 km en moyenne. On créera des emplois durables dans la rénovation thermique, les énergies renouvelables, la réparation, l'entretien, le soin... Nous deviendrons des «pro sommateurs», on travaillera moins au sens salarié du terme et les heures libérées serviront à planter des tomates, bricoler, s'occuper des autres. Vu comme ça, ce n'est pas désagréable du tout.

Recueilli par C.Sc.


 EXTENSION DU
DOMAINE DE L'ÉCO

CHANGER DE LOGICIEL

Par **JEAN-CHRISTOPHE
FÉRAUD**

Pour les libéraux qui s'accrochent à «la main invisible» de papa Adam Smith comme de grands enfants qui auraient peur de perdre le chemin du profit, le concept de décroissance est absurde, contre-nature. Tout comme pour les (re)lecteurs de Marx, pour qui le mot croissance reste synonyme de progrès et de richesses à redistribuer. Les uns et les autres tournent avec le même logiciel fatigué, né il y a deux siècles, à l'aube de la révolution industrielle. Pas d'alternative à la sacro-sainte croissance... vraiment ? Cela reste la croyance des zélotes du Dieu marché. Mais de quelle croissance parle-t-on, au juste ? Depuis la crise de 2008, la notion même est devenue un mirage pour la zone euro qui s'enfonce dans la stagnation, en attendant la récession. En Asie, aux Etats-Unis, le moteur tourne encore cahin caha. Mais pour combien de temps et surtout à quel

prix ? C'est la question posée par le documentaire *Sacrée Croissance !* diffusé mardi soir par Arte. Entre autres voix rares – car hétérodoxes – interrogées par la réalisatrice Marie-Monique Robin, l'alteréconomiste français Jean Gadrey répond de manière implacable et imparable : «*La croissance ne reviendra pas pour une raison : celui qui pense qu'une croissance exponentielle infinie dans un monde fini est possible est soit un fou... soit un économiste.*» Les énergies fossiles seront épuisées avant la fin du siècle, le réchauffement climatique lié à leur surexploitation est une terrible bombe à retardement, et il faudrait trois planètes pour répondre aux besoins de 8 milliards d'habitants vivant comme un américain moyen... alors que faire, comme disait l'autre ? Retrouver le sens commun et surtout celui du commun (sans «-isme» cette fois), répondent les post-croissants du film qui ont décidé de changer de logiciel ici et maintenant.